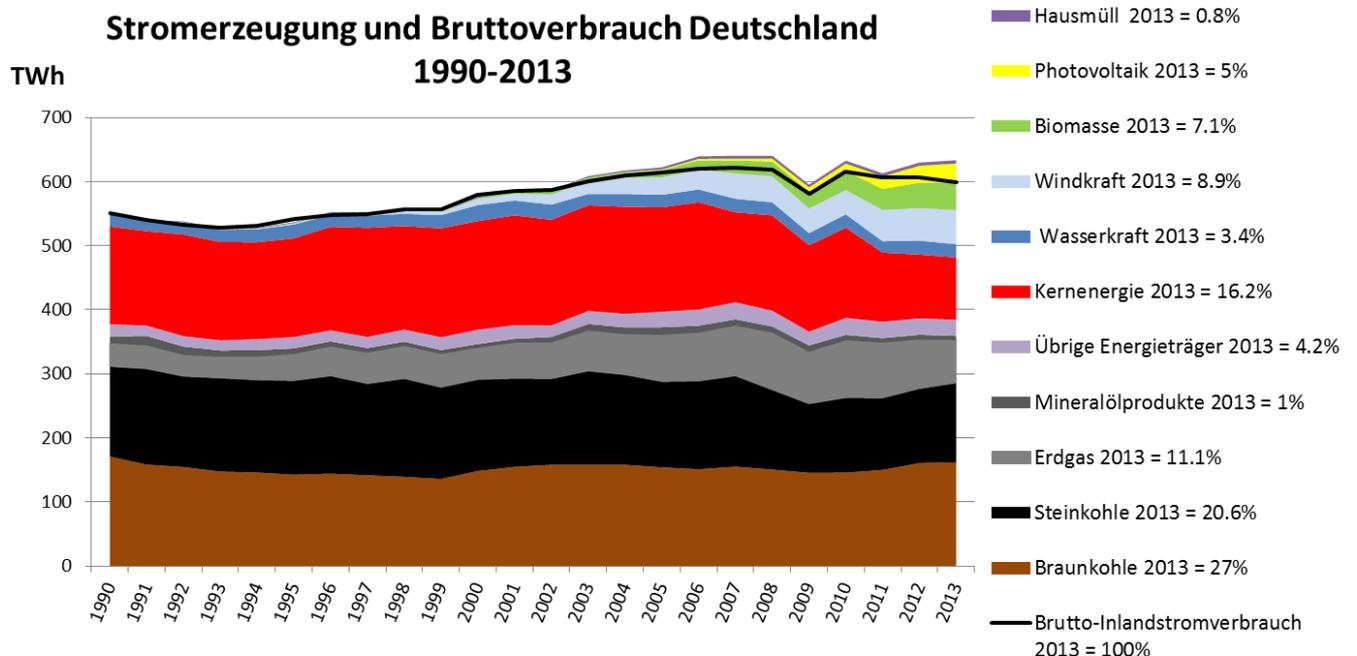


## L'énergie solaire et hydraulique– un couple de rêve du tournant énergétique

La Suisse dispose de trois atouts importants pour réussir le virage électrique:

- Elle dispose d'une production hydroélectrique couvrant 60% de ses besoins.
- Grosso modo, la moitié du parc hydroélectrique est équipé de stockage, et l'électricité stockée, lorsque les barrages sont pleins, correspond à un mois et demi de consommation d'électricité. Cela lui permettra facilement de compenser les irrégularités de la production renouvelable.
- La Suisse bénéficie d'un excellent ensoleillement, qui lui permettra aisément de remplacer plus de la moitié du nucléaire par du photovoltaïque.

Mais les joueurs de jass expérimentés savent que l'on peut perdre un match malgré la possession de plusieurs atouts. Or c'est précisément ce qui nous menace aujourd'hui. Pourquoi? Pour le comprendre, il faut d'abord regarder la situation en Allemagne:



48% de la production électrique allemande est d'origine charbonnière, à laquelle s'ajoute 11% de production gazière. Or cet immense parc de production produit très bon marché depuis que l'on importe du charbon des USA, d'autant plus que le certificat de CO2 ne coûte presque rien, parce que la politique européenne est insuffisante. Plus exactement, ce parc fossile surproduit, dans la mesure où l'Allemagne produit 30 TWh de trop par an. Cette évolution est évidemment un nuisible pour la protection du climat par l'Allemagne, mais elle a aussi des effets désastreux sur la Suisse.



1. Elle menace la rentabilité de la production hydraulique existante. Celle-ci ne peut plus être entretenue correctement, ce qui menace sa substance. Or c'est un joyau.
2. Elle creuse l'écart entre les coûts de revient des nouveaux investissements et le prix de vente que les exploitants obtiennent sur le marché. Par nouveaux investissements, il faut comprendre non seulement le photovoltaïque, la biomasse et l'éolien, mais aussi la modernisation et l'amélioration des installations hydrauliques existantes.

En pratique, cela signifie qu'en raison de l'effondrement des prix imposés par le charbon, le soutien public pour les nouvelles installations renouvelables doit être plus élevé. Concrètement, chacun comprend qu'il est plus difficile de construire ou rénover les turbines barrage à 15 centimes le kWh ou de construire une centrale solaire à 20 centimes le kWh si le prix du marché est à 5 centimes au lieu de 8. Pour déclencher l'investissement, il faut plus de soutien.

**Quel est le risque pour la Suisse? Evidemment que la sortie du nucléaire induise des importations massives de courant charbonnier au lieu d'un développement du renouvelable.** Si nous ne contrecarrons pas cette évolution, ce seront les importateurs de courant charbonnier, et pas les producteurs indigènes, qui auront gagné la bataille de l'approvisionnement électrique.

Outre l'aspect climatique, c'est un risque économique - nous n'avons pas de charbon en Suisse - et un risque stratégique: le courant doit être transporté avant d'être utilisé en Suisse. Pour toutes ces raisons, **Pro Solar et le WWF** demandent l'introduction d'une taxe d'incitation sur l'électricité non renouvelable, qu'elle soit produite ici ou importée. Il s'agit de compenser le fait que les producteurs charbonniers n'incluent pas dans leur prix le coût du dommage climatique, et que le nucléaire ne paye ni ses coûts d'assurance, ni le coût total de la gestion de ses déchets.

Pour bien fonctionner, le système devra être construit sur des bases sérieuses permettant d'éviter le green-washing: acheter du courant dans une centrale à charbon, puis le verdir au moyen d'un certificat acheté à vil prix auprès d'un producteur dans un pays où il n'a pas de valeurs. A cet effet, l'étude Infrac montre les possibilités techniques.

Ce système corrigera partiellement les effets du comportement déloyal - en Suisse on dirait de la triche- qui pénalise le renouvelable. C'est pour cela que nous lançons aujourd'hui la **pétition contre le courant sale, qui ne branche plus personne!**